

Le débat sur les retraites occulte celui sur l'horizon bouché de la jeunesse

Par Louis Chauvel*

(*Le Monde*, 26 mai 2010)

Au dernier trimestre 2009, le taux de chômage des jeunes a battu un record historique : 24 %. Les enquêtes de conjoncture de l'Insee montrent depuis deux ans un pessimisme exceptionnel de nos concitoyens vis-à-vis de notre avenir. Au-delà des indicateurs de la conjoncture, les questions structurelles préoccupantes pour le long terme de notre pays s'accumulent et nous ne voyons dans ce contexte avec quels moyens les nouvelles générations pourraient améliorer leur sort.

L'échec de la France à l'entrée dans la société de connaissance, la misère de l'université low cost, la situation toujours plus problématique de nos banlieues, voilà parmi bien d'autres les difficultés que doit affronter notre jeunesse, qui exigeraient des financements urgents et un effort de l'ensemble de la collectivité pour surmonter le défi de la décennie qui vient. Mais tout cela semble ne compter pour pas grand-chose par rapport au seul enjeu qui passionne le public : celui de l'avenir de "notre retraite". Peu importe l'horreur économique, si nous pouvons disposer après 60 ans d'argent et de loisir pour oublier les peines de la vie de travailleur, comme 15 millions de nos concitoyens.

Dans ce contexte, quelques voix timides s'entendent à droite et à gauche pour rappeler le relatif bien-être des retraités d'aujourd'hui, et leur capacité à contribuer ne serait-ce que modestement à l'effort de la nation : la décote de 10 % pour "frais professionnels" de l'impôt sur le revenu des retraités, l'alignement du taux de la CSG des seniors sur celle des cotisants, voilà de bien modestes propositions en regard des efforts qu'il faudrait mener urgemment pour financer notre avenir collectif. La discipline gouvernementale à droite et le bon sens politique à gauche font taire ces voix isolées qui tendent à rappeler, brisant ainsi un tabou, que les jeunes seniors auraient les moyens de contribuer à notre avenir, eux qui ont plus que profité du passé des "trente glorieuses" dans leur jeunesse et qui, souvent, leur a mis le pied à l'étrier.

Ce tabou est bien étrange, puisque ce n'est pas un secret statistique : par rapport au reste de la population, les 55-64 ans n'ont jamais bénéficié d'un niveau de vie aussi élevé, en moyenne. Alors que, en une vingtaine d'années, les quadragénaires n'ont connu aucun accroissement de leur niveau de vie et stagnent autour de 16 000 euros, les jeunes sexagénaires sont passés de 15 500 à 20 000 entre 1985 et 2005 (+ 29 %). Il est d'usage de s'apitoyer sur les modestes pensions des seniors, mais il est habituel de ne mentionner que la pension principale de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV) des titulaires de revenus sociaux qui sont souvent fort diversifiés, en omettant aussi les nombreux revenus plus ou moins défiscalisés de la propriété. Généralement, on feint d'ignorer, comme Henri Sterdyniak, que les ménages de retraités sont aussi de petite taille : alors que les salaires des quadras font vivre aussi leur progéniture, les jeunes seniors, de plus en plus d'anciens couples biactifs, sont l'exemple modal des "*Dinks*" ("double income no kids", deux revenus pas d'enfant) du marketing américain.

La réalité est que jamais le taux de pauvreté des seniors n'a été aussi bas par rapport à une jeunesse paupérisée. Jamais leur revenu moyen n'a dépassé si nettement celui des générations de travailleurs, jamais leur patrimoine net moyen accumulé n'a été aussi élevé, comparé à

celui des nouvelles générations. Jamais le taux de propriété ne les a mieux protégés de la crise du logement vécue par les jeunes. Jamais le taux de suicide des jeunes retraités n'a été aussi faible, relativement à celui des quadragénaires. Jamais ils ne sont partis plus longtemps en vacances, aussi, alors que, depuis 1979, cette pratique a régressé chez les adultes d'âge actif.

Evidemment, ce constat tracé aujourd'hui est historiquement exceptionnel : inédit, il ne pourra se prolonger puisque les futurs jeunes seniors de 2020 connaîtront le retournement de toutes ces tendances. Générations de la crise économique, du chômage de masse à l'entrée dans la vie adulte et des salaires nets amputés par l'explosion des coûts salariaux, de la moindre accumulation patrimoniale au cours de la vie active, les jeunes seniors de 2020 seront la variable d'ajustement des problèmes de retraite, comme les jeunes chômeurs et précaires sont celle du monde du travail.

Nous pourrions feindre de nous étonner du silence, voire des dénégations des politiques devant le contraste des difficultés des générations actives et du festin des générations de jeunes retraités. Mais la réalité appelle non au pessimisme mais à la lucidité. Dans l'ordre des idées, la gauche devrait se préoccuper de justice sociale et remédier à ces inégalités entre générations. La droite, dans un souci légitime d'efficacité, devrait chercher les solutions pour donner plus d'incitations au travail et à l'effort, par exemple en rétribuant mieux le travail et moins le loisir, dès aujourd'hui, en agissant sur le stock des retraités aisés de maintenant.

Pourtant, dans l'ordre de la réalité, ni les uns ni les autres, par pragmatisme électoraliste sans doute, n'ont intérêt à heurter les sensibilités d'une population de retraités qui n'ont jamais été aussi actifs politiquement. Le Parti socialiste a rendu son verdict : sa position est celle du maintien, le plus longtemps possible, des apparences de la retraite à 60 ans. Arc-boutée sur sa position fondée sur le symbole de l'héritage mitterrandiste, M^{me} Aubry va jusqu'à proposer à chaque Français l'horizon radieux d'une "révolution de l'âge" où les jeunes n'existent semble-t-il que pour recevoir une aide de leurs anciens. L'augmentation du taux de cotisation et l'invention de nouvelles taxes sur le capital serviraient bien sûr à combler le gouffre. Mais ces moyens nouveaux feront défaut à des besoins collectifs bien plus urgents, comme la formation efficace de nos jeunes et de nos salariés. En réalité, l'effort reposera pour l'essentiel sur les cotisations alourdies des salariés, notamment les plus jeunes, bien mal défendus par la gauche. Le gouvernement quant à lui compte bien sanctuariser les ressources économiques de seniors dont le vote sera décisif : faut-il rappeler que sans le vote des plus de 68 ans, M^{me} Royal eût été élue. Il n'est donc pas question de manoeuvrer le curseur le plus efficace : le niveau des pensions des retraités d'aujourd'hui.

C'est la force des idéologies que de fourvoyer les plus faibles, ceux qui n'y ont aucun intérêt, dans des directions qui leur seront néfastes. Le débat sur les retraites correspond bien à cela, puisque, à droite comme à gauche, les positions semblent en profonde contradiction avec la logique qui devrait guider les deux camps, à la défaveur des jeunes travailleurs, groupe social sans support politique. Du point de vue de la justice sociale, les retraités aisés doivent contribuer, mais, d'un point de vue pragmatique, ils en seront exonérés. C'est ici la conséquence du fonctionnement politique français, fondé sur un faux libéralisme qui réserve la liberté à ceux qui peuvent l'acheter et sur un faux socialisme qui a oublié ses enfants.

Le scénario gris foncé de l'avenir des générations de jeunes actifs d'aujourd'hui se confirme. Il en résultera que les jeunes travailleurs d'aujourd'hui sont destinés à se contenter de faibles salaires nets, à rester les victimes d'un coût du travail exorbitant, à bénéficier au bout du compte de maigres pensions, à un âge tardif, dans un contexte où les négociations sur

l'aménagement de postes de travail et de conditions moins pénibles pour les actifs vieillissants seront esquivées. Tous ces constats portent vers cette conclusion : les nouvelles générations doivent faire un effort considérable de lucidité de long terme, de façon à comprendre que ce monde qui se fait politiquement sans elles se fera contre elles. Ces déséquilibres massifs exigeront bientôt un lourd réajustement : ce sera le retour du pendule. Mais l'injustice suscite l'injustice, avec l'émergence de générations doublement sacrifiées, dans leur jeunesse d'abord, puis dans leur séniorité ensuite. C'est écrit, pour 2025.

* Louis Chauvel est sociologue, professeur à Sciences Po.